



8<sup>e</sup> RÉUNION  
ANNUELLE DU  
PARTENARIAT DE  
OUAGADOUGOU

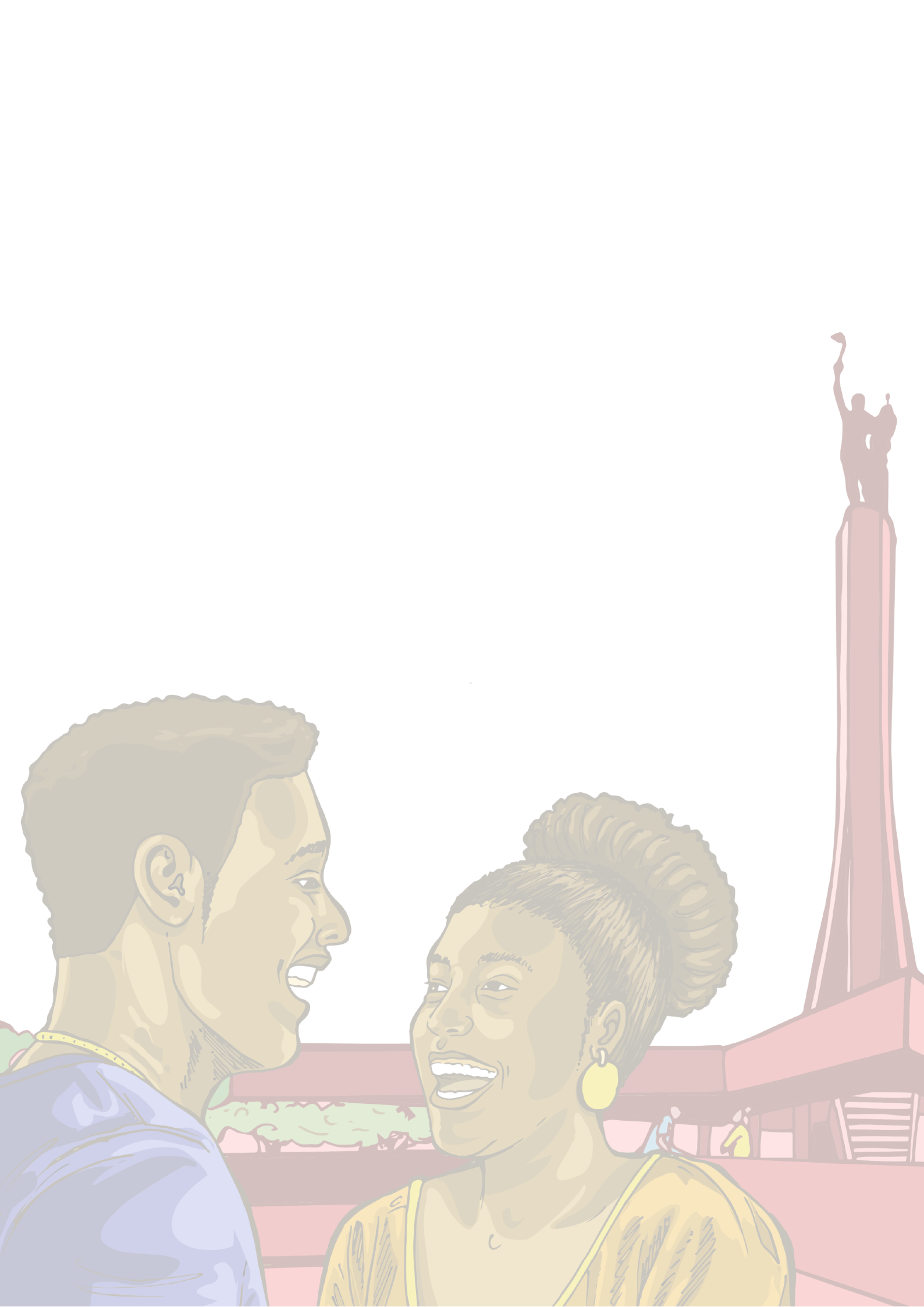
# Rapport Général

« Jeunes ; Changement Social et  
de Comportement : Nous en voulons plus ! »

Hôtel Azalai • Cotonou, Bénin • 03-05 Décembre 2019



© Trevor Snapp for IntraHealth International





# Sommaire

<b>Table des matières</b>	<b>4</b>
<b>Listes des acronymes</b>	<b>5</b>
<b>Synthèse de la RAPO 2019</b>	<b>6</b>
<b>Introduction</b>	<b>8</b>
> Objectifs de la réunion	9
> Participation	9
> Approche méthodologique	9
<b>Déroulement de la réunion</b>	<b>10</b>
1. Cérémonie d'ouverture	11
2. Les sessions plénières et parallèles	14
2.1 Le PO dans la perspective de la CIPD+25, de retour de Nairobi	15
2.2 Bilans et progrès réalisés	15
2.3 Focus sur le Bénin, pays hôte	16
2.4 Création de la demande et CSC dans les pays du PO	17
A. Expériences des pays en matière de CSC et création de la demande	17
B. Ce qui a marché en matière de CSC	17
C. Ce qui n'a pas marché	18
D. Défis en matière de CSC	18
E. Priorités 2020 et au-delà	18
2.5 Remise des prix du 5eme concours d'excellence en production médiatique sur la planification familiale	18
2.6 Focus sur la jeunesse	20
2.7 Concertations des parties prenantes	22
2.8 Présentation et discussion sur la communication pour le changement de comportement	23
2.9 Les opportunités de financement de la PF : CIFF et DFID	23
2.10 Session poster	24
2.11 Clôture de la 8eme RAPO	24
3. Feedback et recommandations des participants	26
<b>Conclusion</b>	<b>28</b>
<b>Recommandations</b>	<b>28</b>
<b>Remerciements</b>	<b>29</b>
<b>Annexe: Synthèse des présentations des pays à la 8e RAPO</b>	<b>29</b>

# Liste des acronymes

<b>ASC</b>	Agent de Santé Communautaire
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>PANB</b>	Plan d'Action National Budgétisé
<b>DD</b>	Dividende démographique
<b>DMPA-SC</b>	Depo-Medroxyprogesterone Acetate - Sous Cutané
<b>FP2020</b>	Family Planning 2020
<b>GFF</b>	Global Financing Facility
<b>ODD</b>	Objectifs du Développement Durable
<b>OOAS</b>	Organisation Ouest Africaine de la Santé
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PO</b>	Partenariat de Ouagadougou
<b>PF</b>	Planification Familiale
<b>PFPP</b>	Planification Familiale du Post Partum
<b>SR</b>	Santé de la Reproduction
<b>SRAJ</b>	Santé de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes
<b>TPCm</b>	Taux de Prévalence Contraceptive moderne
<b>UCPO</b>	Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou
<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>USAID/WA</b>	Agence Américaine de Développement International- Bureau Afrique de l'Ouest

# Synthèse de la RAPO 2019

En 2011, neuf (09) pays francophones d'Afrique de l'Ouest ont lancé le Partenariat de Ouagadougou (PO). L'objectif fixé à partir de 2015 est d'atteindre à la fin de l'année 2020, 2,2 millions de femmes additionnelles utilisatrices de méthodes modernes de contraception. L'opérationnalisation de cet objectif a conduit les pays du PO à se doter de plans d'action nationaux budgétisés de deuxième génération (PANB). Ces documents sont considérés aujourd'hui comme les documents de référence pour l'ensemble des acteurs intervenant dans la SR/PF dans ces pays. Pour assurer un suivi de la mise en œuvre de ces plans d'actions, les 9 pays et leurs partenaires se réunissent régulièrement chaque année depuis 2012. Ainsi, en 2019, le Bénin a abrité à l'Hôtel Azalaï de Cotonou, la huitième 8ème Réunion Annuelle du Partenariat de Ouagadougou (RAPO) du 03 au 05 décembre 2019 avec comme thème : « les Jeunes ; le changement Social et de Comportement : Nous en voulons plus ! ».

La rencontre annuelle du PO à Cotonou a été marquée par l'engagement effectif de la jeunesse des pays francophones dans la mise en œuvre des interventions innovantes à haut impact en matière de santé reproductive et planification familiale en faveur des adolescents et des jeunes. Plus de 350 participants ont pris part à cette réunion comprenant les représentants des gouvernements (ministères de la santé, des Finances, de la jeunesse, de l'Éducation), les partenaires techniques et financiers, des institutions régionales, des parlementaires des pays du PO et d'Europe, des représentants des collectivités locales en l'occurrence les maires, les représentants de la jeunesse, des leaders religieux et coutumiers, des organes de médias, des organisations de la société civile (OSC), et des plates-formes du secteur privé sanitaire. Cette 8ème réunion annuelle du PO a été l'occasion pour les pays du partenariat d'examiner les avancées et les progrès relatifs à l'accès aux services de planification familiale, de même que les défis, les contraintes et les opportunités et d'approfondir les réflexions sur l'après 2020.



©Pictures by EtriLabs.



Les données montrent que les pays du PO dans leur ensemble ont déjà atteint plus de 87% de l'objectif global en 2019 soit un million neuf cent dix-sept mille (1.917.000) utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception qui en termes d'impact sur la santé des populations, ont permis d'éviter en 2019 162.000 grossesses non désirées évitées, 58.000 avortements à risques et 560 décès maternels.

Les échanges et discussions aussi bien en plénière qu'en sessions parallèles ont permis de faire le point des acquis actuels à renforcer et d'identifier les défis et les perspectives pour l'atteinte de l'objectif de 2,2 millions d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception d'ici fin 2020 notamment dans les domaines du changement social et de comportement, de la création de la demande et des services de SRAJ. Ainsi, pour atteindre cet objectif, il a été recommandé de :

- ① Redoubler d'efforts de plaidoyer auprès des gouvernements pour l'adoption des décrets d'application des lois sur la SR et créer un environnement favorable à la SR/PF ;
- ② Développer des stratégies plus incisives de mobilisation des ressources pour le financement des Plans d'action nationaux budgétisés : budgets de l'Etat, contribution du secteur privé, appui des partenaires financiers, engagement des élus locaux ;
- ③ Rendre disponibles les produits contraceptifs dans tous les points de prestation de services et réduire les ruptures de stocks : Mettre à l'échelle les meilleures pratiques d'approvisionnement et de distribution des produits.
- ④ Assurer la gratuité des services de PF : Poursuivre les politiques de gratuité en cours dans certains pays et de réduction des coûts d'accès aux produits et services de PF notamment pour les jeunes et les groupes défavorisés ;
- ⑤ Renforcer l'accès des jeunes (dans leurs diversités) aux services de PF à travers la mise à l'échelle de l'ECS et l'offre de services adaptés à leurs besoins ;
- ⑥ Investir davantage dans la création de la demande, le changement social et de comportement, à la lumière des évidences disponibles ;
- ⑦ Mettre à l'échelle les pratiques de PF à haut impact telles que le PFPP, auto-injection de DM-PA-SC, Délégation des tâches, les campagnes PF, etc.
- ⑧ Renforcer la coordination des acteurs et des interventions à tous les niveaux (global, régional, national, sub-national) pour une meilleure synergie des interventions en favorisant la multisectorialité.



# Introduction

Le Partenariat de Ouagadougou (PO) arrive à la fin de la quatrième année de sa phase d'accélération de cinq ans (2016-2020) visant à ajouter, 2,2 millions d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception dans neuf pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo. En 2016, les ministres de la Santé des 9 pays ont fixé cet ambitieux objectif dans le but de revitaliser le mouvement de la Planification familiale. En référence à cet objectif, les gouvernements et leurs partenaires en l'occurrence, les organisations de la société civile, les parlementaires, les partenaires techniques et financiers, les collectivités locales ainsi que les jeunes ont conjugué leurs efforts pour produire des résultats appréciables année après année qui mettent le Partenariat sur la bonne voie pour atteindre son objectif en fin 2020. Les progrès accomplis dans le cadre du Partenariat sont appréciés chaque année par la communauté à l'occasion des Réunions annuelles du PO.

La 7e Réunion annuelle tenue en décembre 2018 à Dakar, au Sénégal, avait pour thème « Les voies du succès du PO pour 2020 ». Elle a permis aux participants d'évaluer les progrès réalisés durant les trois premières années de la phase d'accélération. Les pays du PO étaient alors déjà en bonne voie d'atteindre leurs objectifs respectifs en fin 2020. Les différentes sessions de la réunion ont examiné les meilleures pratiques pour « franchir les obstacles du passage à l'échelle des Pratiques à Haut Impact », « briser les barrières pour assurer l'inclusion des jeunes » et «

encourager la planification familiale au-delà de la santé ».

La Réunion annuelle 2019, la 8e du genre, a été organisée par l'UCPO en étroite collaboration avec le comité national d'organisation mis en place par le Gouvernement béninois, sous le leadership du Ministère de la Santé. La Réunion s'est tenue du 3 au 5 décembre à Cotonou, au Bénin sous le thème : « **Les jeunes ; le changement social et de comportement : Nous en voulons plus** ». En élargissant les réflexions sur les nouveaux défis de la Planification familiale dans la région, cette réunion a permis d'approfondir la réflexion et le plaidoyer sur la nécessité de redoubler d'efforts pour accroître la demande et donner plus de choix à la prochaine génération comme alternative pour améliorer significativement l'accès aux produits et aux services de Planification familiale, accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD et la capture du Dividende démographique.

Les sessions plénières et parallèles ont permis aux jeunes de faire entendre leur voix, aux experts de montrer comment les populations peuvent adopter et encourager des comportements sains et comment les acteurs du PO peuvent miser sur leurs succès pour envisager l'après 2020.

Le présent rapport est une synthèse des discussions et échanges menés au cours de la 8e Réunion assortie des recommandations qui en ont résulté.



## > Objectif de la réunion

La RAPO est une réunion inclusive qui attire de nombreux acteurs de la Planification familiale de la région dans le but de développer et renforcer les relations, célébrer les succès et identifier de nouvelles approches. La réunion annuelle de 2019 visait les objectifs suivants :

- Estimer les progrès dans chacun des pays du PO et dans la région et évaluer les difficultés et les obstacles rencontrés par tous les acteurs, y compris les gouvernements, les donateurs, les partenaires de mise en œuvre et les organisations de la société civile ;
- Identifier des stratégies efficaces pour mieux impliquer les jeunes dans les décisions et les politiques de planification familiale ;
- Évaluer les interventions et les opportunités du point de vue de la demande ;
- Fixer des priorités pour l'année 2020 et examiner comment le travail du PO devrait évoluer dans sa prochaine phase après 2020.

## > Participation

La 8e RAPO tenue à Cotonou a été animée par plus de 350 délégués venus des 9 pays membres du PO (représentants des ministères en charge de la Santé, de l'Éducation, de la Jeunesse et des finances, des Organisations de la société civile (Présidents des coalitions nationales et régionales des OSC, Représentants de la jeunesse, leaders religieux, journalistes)), les donateurs (les Fondations Bill & Melinda Gates et William & Flora Hewlett, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'Agence Américaine de Développement International (USAID), l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), le Royaume des Pays-Bas, le Gouvernement du Canada, l'Agence

Française de Développement (AFD), le Ministère français des Affaires étrangères, la Children's Investment Fund Foundation (CIFF), le Département du développement international britannique (DFID), l'Initiative mondiale FP2020, les partenaires techniques, les parlementaires à travers le Forum des parlementaires européens (EPF) et le Forum des parlementaires Africains, les maires, et des acteurs du secteur privé.

## > Approche méthodologique

La 8ème RAPO s'est déroulée du mardi 03 au jeudi 05 décembre 2019 à l'Hôtel Azalaï de Cotonou. Pendant trois jours, les travaux se sont déroulés sous forme de sessions en plénière, de sessions parallèles sur les thématiques d'intérêt et porteuses pour l'avenir, et des rencontres spécifiques de concertations entre les parties prenantes (bailleurs, points focaux, OSC). En appui, se sont tenus des projections de vidéos, des posters, un village des jeunes pour la présentation de leurs innovations en matière de SSR/PF, des entretiens afin de recueillir les points de vue des participants sur l'après 2020 et la présentation des résultats du 5e concours d'excellence sur les productions médiatiques (radiophoniques, presse écrite, Blogs et presse en ligne).

En référence au thème central de la Réunion qui a mis le focus sur l'implication des jeunes en tant qu'acteurs à part entière de la Santé reproductive, de la santé sexuelle et de la planification familiale, les travaux de la deuxième journée de la 8ème RAPO ont été entièrement consacrés aux jeunes et conduits par eux-mêmes. (Voir Rapport RAPO Youth Day 2019).

Ces sessions ont été encadrées par deux cérémonies officielles d'ouverture et de clôture présidées respectivement par le Ministre d'Etat en charge du Plan et du Développement du Bénin, M. Abdoulaye BIO TCHANE et le Ministre de la Santé, M. Benjamin HOUNKPATIN.



# Déroulement de la réunion

Quatre (04) temps forts ont marqué la 8e réunion annuelle du Partenariat de Ouagadougou :

- La cérémonie officielle d'ouverture de la Réunion.
- Les travaux proprement dits de la Réunion : Sessions plénières et parallèles qui ont permis aux participants d'aller dans le fonds des discussions sur les thèmes retenus dans l'agenda de la Réunion ;
- Le dîner offert par le Ministère de la Santé du Bénin ;
- La cérémonie de clôture de la Réunion.



01

# Cérémonie d'ouverture



La cérémonie officielle d'ouverture de la Réunion a été présidée par le Ministre d'Etat Chargé du Plan et du Développement du Bénin, M. Abdoulaye BIO TCHANE en présence du Ministre de la Santé du Bénin, M. Benjamin HOUNKPATIN, de la Directrice de l'UCPO, Dr Fatoumata HAIDARA, du Porte-parole des Chefs Coutumiers, Sa Majesté Dada Daagbo HOUNON HOUNA II, de la représentante de l'ambassadrice des Etats Unis d'Amérique au Bénin, Mme Laura P. HRUBY, de l'ambassadrice du Canada près le Bénin et le Burkina-Faso, Son Excellence Mme Carol Vivian McQUEEN, du Directeur Général de

l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé., Prof . Stanley OKOLO. En levée de rideau, un théâtre chorégraphique d'engagement des jeunes a été mis en scène par les jeunes pour éveiller la conscience des décideurs sur la révolution contraceptive et le potentiel de la jeunesse. Le message dominant a été que les jeunes voudraient être au cœur des décisions et initiatives les visant et sont prêts à prendre plus de responsabilités : « Des jeunes pour parler aux jeunes ».

Six (06) allocutions ont été prononcées au cours de la cérémonie par les personnalités ci-après :

## Intervenants

### Dr Fatoumata HAIDARA,

Directrice de l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou. Dans son allocution, elle a souhaité la bienvenue aux participants à la Réunion et les a remerciés pour leurs contributions respectives et très appréciées au mouvement du PO et dans l'organisation de la 8e réunion annuelle. Elle dira en substance : « Le mouvement du PO a engendré des progrès significatifs grâce aux efforts conjugués de toutes les parties prenantes : gouvernements, partenaires techniques et financiers, professionnels de santé des secteurs public, privé et de marketing social, Organisations de la Société Civile, sans oublier les communautés. C'est indéniable et vous aurez une fois de plus l'occasion de le constater au cours de cette réunion. Mais il reste encore des accélérateurs à activer pour espérer être au rendez-vous des Objectifs de Développement Durable en 2030. C'est le sens du thème de la présente réunion ».

### Sa Majesté Dada Daagbo HOUNON HOUNA II

Porte-parole des chefs coutumiers religieux. Dans son allocution, il s'est réjoui de l'implication des autorités coutumières et religieuses dans la promotion de la planification familiale et prodigué des conseils et bénédictions pour le bon déroulement de la Réunion. Il a ensuite réaffirmé l'engagement des leaders religieux et chefs coutumiers à accompagner les activités de promotion de la planification familiale.

### Mme Laura P. HRUBY

Représentante de l'Ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique au Bénin, a relevé l'engagement des donateurs, qui est un acquis pour l'atteinte des objectifs. En se référant à la jeunesse des populations francophones du PO, elle a demandé d'accélérer la révolution contraceptive car l'accès aux services de planification dans ces zones est difficile. Elle a aussi plaidé pour l'instruction des filles car le taux de fécondité est lié à l'instruction.

### Mme Carol Vivian McQUEEN

Ambassadrice du Canada près le Bénin s'est réjouie que le thème choisi pour la 8ème RAPO place les jeunes au cœur de toutes les discussions. Elle a ensuite rappelé que pour maximiser les chances de réaliser un changement social et de comportement en matière de planification familiale, il est essentiel d'adopter une approche holistique qui couvre d'autres secteurs de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Elle n'a pas manqué d'évoquer la situation des populations déplacées pendant les conflits qui ont autant besoin d'accéder aux services de PF et qu'il convient de prendre en compte dans les programmes à venir.

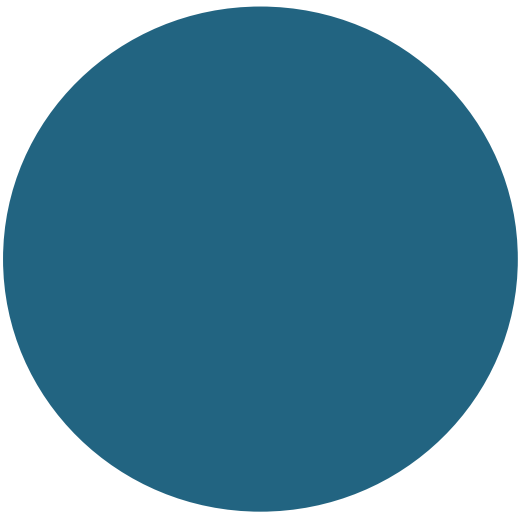
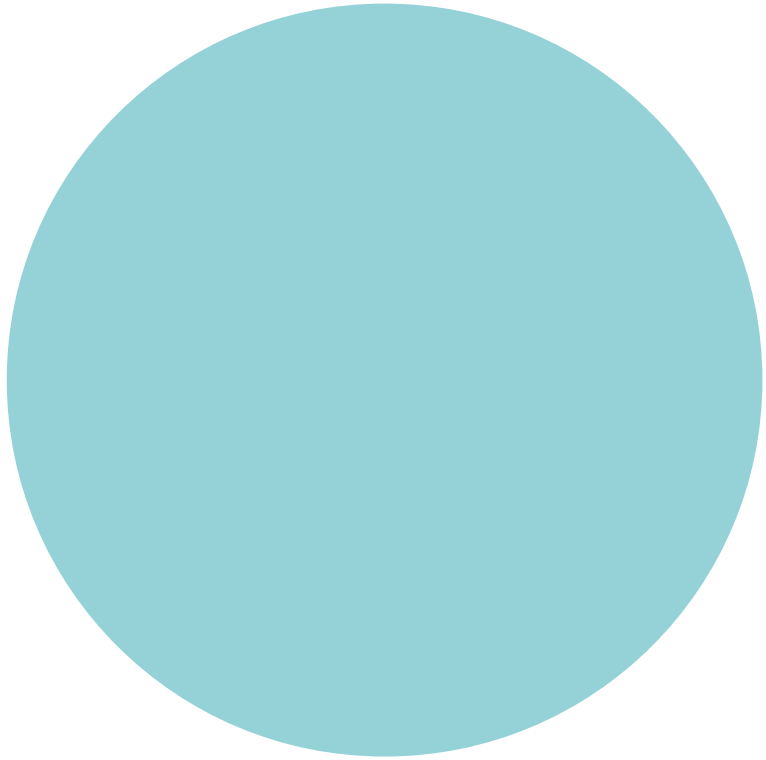
### Prof. Stanley OKOLO

Directeur Général de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé a d'entrée de jeu salué l'initiative de création du PO et plaidé pour l'extension des activités du PO à d'autres pays de la CEDAO : « Le PO est une grande initiative et nous applaudissons ceux et celles qui l'ont initié ». Après avoir rappelé la structure et la situation démographique de la région caractérisée par sa jeunesse, il a recommandé que les jeunes soient associés étroitement à toutes les politiques de développement y compris la PF. Il a mis l'accent sur l'impact du numérique et du digital afin que ceux-ci soient saisis comme des outils de promotion de la PF et de la SRAJ. De son intervention on peut retenir les autres recommandations suivantes : Promouvoir une éducation sexuelle complète, accroître la mobilisation des ressources nationales et ne pas compter toujours sur les partenaires. Dans cette perspective, l'OOAS continuera à jouer un rôle de coordination dans la région de la CEDEAO pour renforcer la coordination et la mobilisation des partenaires. Il a terminé en exprimant la gratitude de l'OOAS au gouvernement du Bénin.

### Monsieur Abdoulaye BIO TCHANE

Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement du Bénin. Prononçant le discours d'ouverture de la Réunion, il a souligné l'importance du PO et rappelé que la PF et la SRAJ constituent des enjeux de développement : « Le PO est un mouvement sous-régional important... En 2050, il y aura plus de jeunes en Afrique que partout dans le reste du monde. Si nous ne nous donnons pas les moyens de faire de cette démographie, une opportunité, les conséquences seront dramatiques. Plus de 60% de la population est jeune et les défis qui en découlent sont grandissimes : Education, Santé y compris la SR, Emploi etc. Il nous faut donner des perspectives aux jeunes dans ces domaines. » a-t-il déclaré.

En guise de solution, le Ministre d'Etat, recommande la synergie d'actions, passer du discours à l'action pour accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infanto-juvénile et la fécondité en vue de la capture du Dividende Démographique. « Nos pays francophones présentent les plus forts taux de mortalité maternelle et infanto-juvénile, les taux de fécondité les plus élevés et les plus faibles taux de prévalence contraceptive de la sous-région. Il nous faut agir mais il faut agir ensemble et ne laisser personne de côté. Le moment est venu d'agir ensemble pour capturer le DD ; faire de cette démographie une opportunité pour l'Afrique »





02

# Les sessions plénières et parallèles



## 2.1 Le PO dans la perspective de la CIPD+25, de retour de Nairobi

Le Directeur Régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, M. Mabingue NGOM, dans son allocution en lien avec le sommet de Nairobi a souhaité que le Partenariat de Ouagadougou, en tant que vecteur important du programme d'action de la CIPD, prenne une part active dans l'accélération de la dynamique, afin d'être au rendez-vous de 2030 dont l'objectif est de parvenir à la réalisation des trois zéros : zéro besoin non satisfait en planification familiale, zéro décès maternel évitable et zéro violence basée sur le genre. Pour atteindre ces objectifs, M. Mabingue NGOM a d'une part, mis en exergue les facteurs inducteurs de résultats à savoir:

La création d'un environnement favorable à la planification familiale, l'assurance de la disponibilité des services PF et l'accès de manière fiable à des contraceptifs de bonne qualité et d'autre part, réitéré la disponibilité de l'UNFPA à collaborer avec toutes les parties prenantes au PO.



Figure 3. Monsieur Mabingue Ngom, Directeur Régional UNFPA WCARO lors de son allocution

## 2.2 Bilan et progrès réalisés

L'un des objectifs de la réunion annuelle du PO est de faire le point des progrès accomplis et célébrer les succès, mais aussi de partager les leçons apprises pour mieux adresser les défis du moment.

La 8e réunion annuelle a permis à travers les présentations de partager les résultats obtenus à un an de l'échéance de la phase d'accélération et les défis à relever surtout dans le domaine du changement social et de comportement et la création de la demande en PF en vue d'atteindre les objectifs fixés.

### Au niveau des pays

Six pays sur les neuf que compte le PO ont atteint ou dépassé leur objectif annuel en 2019 en termes d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception. Les résultats cumulés de l'ensemble des pays ont permis d'éviter en 2019 162000 grossesses non désirées, 58000 avortements à risque et 560 décès maternels.

Le PO se félicite de ces excellents résultats étant donné que c'est la première fois depuis la création du PO qu'autant de pays atteignent et dépassent

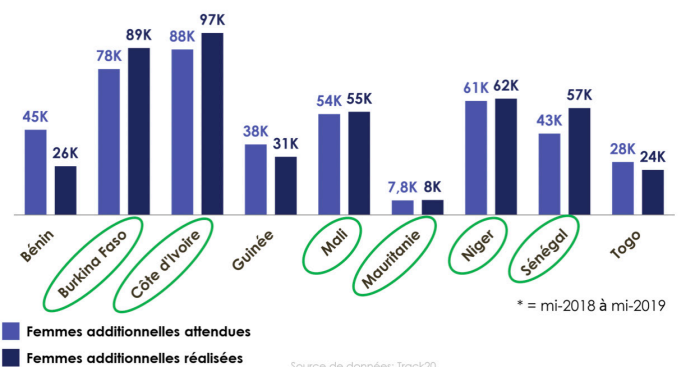


Figure 4. Progrès réalisés dans les 9 pays du PO 2018-2019

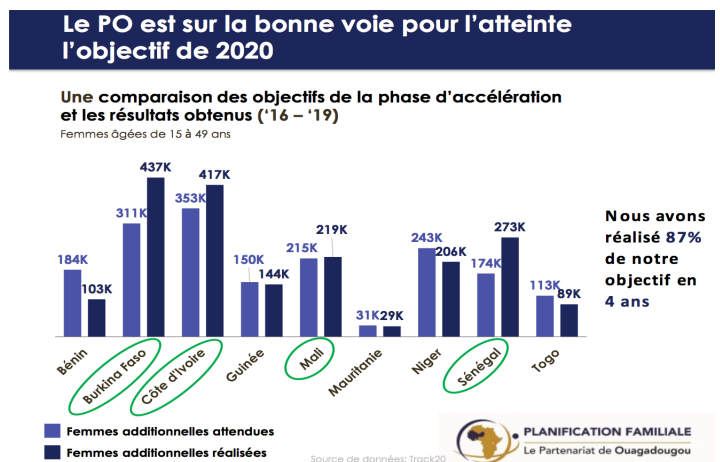


Figure 5. Comparaison des objectifs et résultats obtenus 2016-2019

leur objectif. Il est également bon de noter que le Mali et le Niger, pour la première fois depuis le début de la phase d'accélération ont dépassé leur objectif. C'est l'occasion donc de féliciter et célébrer ces deux pays en particulier qui ont sans relâche doublé d'efforts ces dernières années malgré un contexte sécuritaire difficile. Pour ce qui est du Mali, il faut noter qu'il a non seulement dépassé son objectif 2019 mais a également entièrement résorbé le gap pour la phase d'accélération (219K réalisés contre 215k attendus sur 2016-2019).

## Sur le plan régional

Les résultats indiquent des progrès remarquables qui portent le taux d'atteinte de l'objectif de la phase à 87% soit **un million neuf cent dix-sept mille (1.917.000)** d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception entre 2016 et 2019. Cependant, moins de la moitié des pays (quatre pays sur 9) ont atteint ou dépassé leurs objectifs respectifs cumulé sur les quatre dernières années. Il s'agit du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal.

Les résultats depuis la création du PO en 2011 indiquent des progrès jamais égalés dans la région avec 3,4 millions d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception en 8 ans contre 2,4 millions entre 1990 et 2011 (21 ans).

Comme évoqué plus haut, ces chiffres sont également les résultats d'une mise en œuvre des initiatives porteuses ou pratiques à haut impact en matière de Changement Social et de Comportement par chaque pays à travers le tableau des dites initiatives.

Malgré ces progrès, d'importants défis restent à relever à tous les niveaux (national, régional et global) parmi lesquels on peut citer :

- Accroître l'accès et l'adoption des méthodes modernes de la PF à travers le changement social et de comportement en faveur de la PF et la création de la demande ;

## Performances du PO dans le temps

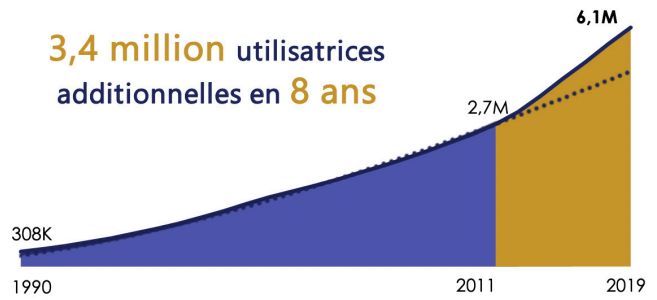


Figure 6. Performance du PO 2011-2019

- Le financement durable de la PF en l'occurrence la mobilisation des ressources domestiques et la prise en compte de contexte humanitaire dans certains pays du PO
- La mise à l'échelle des pratiques de PF à haut impact
- La disponibilité, l'accès et l'utilisation des produits et services de PF notamment pour les populations défavorisées

## 2.3 Focus sur le Bénin, pays hôte

Le Bénin en tant que pays hôte de la 8ème réunion annuelle du Partenariat de Ouagadougou, a eu l'opportunité de partager, son expérience, ses réalisations et les premiers résultats de mise en œuvre de son plan d'action PF.

On note ainsi que le Bénin se situe dans la première phase de la courbe "S" de l'augmentation du TPCm avec une prévalence contraceptive pour les méthodes modernes de 15,7%, et cherche à faciliter l'accélération nécessaire en vue de la capture du dividende démographique.

Dans cette perspective, plusieurs initiatives sont en cours de réalisation sur les plans politique et opérationnel à travers le plan d'action national budgétisé et avec l'implication de tous les acteurs. On peut citer: i) Elaboration et mise en œuvre du PANB 2014-2018 et du PANB 2019-2023, ii) Elargissement de la gamme des Produits contraceptifs, iii) Introduction du DM-PA-SC dans les centres de santé et en milieu communautaire dans le cadre de la délégation de tâches, iv) Révision des documents normatifs, v) accès gratuit aux services de la PF par les jeunes.



La mise en œuvre de ces différentes réformes a engendré des progrès appréciables depuis 2011 comme on peut le constater sur les graphiques ci-contre.

La présentation a fait ressortir également les défis majeurs du pays dans le domaine de la PF ainsi que les opportunités à saisir pour accélérer la mise en œuvre du PANB. Ainsi, pour assurer l'atteinte de l'objectif de 17,5% de TPCm en 2020 au Bénin, il a été recommandé de :

- Mettre à l'échelle nationale l'introduction du DMPA-SC en milieu Communautaire ;
- Mettre à l'échelle l'auto-injection du DMPA-SC ;
- Assurer la disponibilité des produits au dernier kilomètre à travers l'Informed Push Model (IPM) ;
- Mettre en œuvre le Plan Intégré de Communication (PIC) en PF ;
- Faire l'enquête annuelle PMA2020 pour le suivi régulier des indicateurs de PF ;
- Renforcer l'implication des mairies dans l'accompagnement et le financement des activités de PF.

**Plusieurs indicateurs clés paraissent prometteurs au Bénin (1/2)**

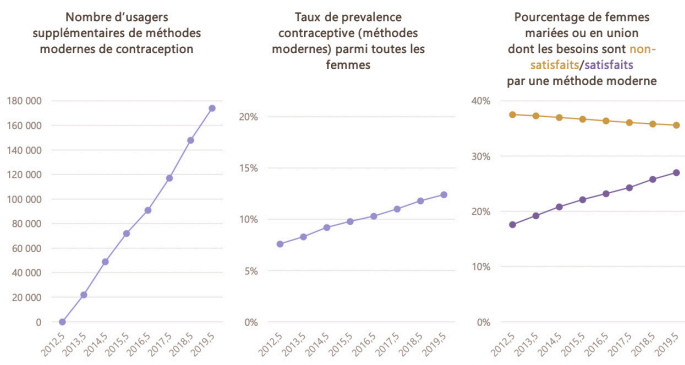


Figure 7. Progrès au Bénin 2012-2019

## 2.4 Création de la demande et CSC dans les pays du PO

A la suite du Bénin, les huit autres pays du PO ont présenté tour à tour leurs résultats respectifs dans le domaine du changement social et de comportement et la création de la demande en PF. Le tableau en annexe montre une vue d'ensemble des contextes des pays et les initiatives développées dans ces domaines au sein et en dehors des formations sanitaires. De ces présentations on peut retenir les principaux points suivants.

- La part du budget des PANB attribuée à la création de la demande est très variable selon les pays allant de 10,6% en Mauritanie à 32% au Mali.

- La session a permis de clarifier le concept de "Changement social et de comportement" et ses impacts sur les populations avant les services (motivation des clients à recourir et accéder aux services), pendant les services (amélioration de l'interaction Client/Prestataires) et après les services (encouragement de l'observance, l'entretien et la continuation).

### A. Expériences des pays en matière de CSC et création de la demande

De nombreuses initiatives ont été développées dans les pays pour accroître la demande en PF.

**Dans les formations sanitaires :** renforcement des compétences des prestataires (ex : modèle « Rapport Entretien Décision Implication- RED I » au Togo), production de supports (boîtes à images, dépliants, posters, algorithmes de prise en charge des effets secondaires, aide-mémoire client, ) pour soutenir le counseling des prestataires, mise en œuvre de stratégies innovantes telles que la délégation des tâches, le mentorat, labellisation des services de PF (Blue star), auto-injection du DMPA-SC.

**En dehors des formations sanitaires :** Campagnes de PF utilisant divers outils, techniques et canaux de communications, implication des religieux, implication des hommes (écoles des maris, maris modèle et futurs époux), mise en œuvre de services de SR/PF à base communautaire, renforcement des compétences des prestataires de services au niveau des établissements scolaires, création de services conviviaux pour les adolescents et les jeunes, intégration de la santé sexuelle et reproductive dans les curricula du primaire et post-primaire, ECS des scolaires et non scolarisés, clubs dans les établissements scolaires "Deen kan" au Burkina « New deal » au Sénégal, Approches « iKolosi » et « Grin » au Mali, « Bajenu Gox » au Sénégal, « papas champions » au Togo, initiatives « Parents pour la Première Fois », « Atteindre les adolescents mariés » et « Leadership Universitaire pour le Changement de Comportement » au Niger.

### B. Ce qui a marché en matière de CSC

- L'analyse de la demande de PF dans certains pays ;
- Les populations sont mieux informées sur les pratiques familiales essentielles (PFE) dont la PF et expriment mieux leurs besoins de santé - Diminution des fausses rumeurs et une meilleure adhésion et utilisation des services ;

- Une meilleure implication des hommes et des leaders religieux dans la promotion de la SR/PF
- Une meilleure interaction cliente/prestataire
- Une meilleure implication des jeunes grâce à des innovations prometteuses utilisant d'une part les réseaux sociaux et d'autre part des approches communautaires pour atteindre les jeunes non scolarisés et vivant en milieu rural
- Renforcement de la communication de proximité surtout les approches communautaires (utilisation de leaders influents, Relais communautaires)
- Introduction de nouvelles technologies contraceptives en l'occurrence le DMPA-SC et la PFPP dans la plupart des pays du PO

### C. Ce qui n'a pas marché

- Les centres jeunes dans la plupart des pays qui les ont expérimentés ;
- Insuffisance de supports pour les Services à Base Communautaire à l'usage des ASB
- Faible accès des jeunes notamment ceux du milieu rural à l'internet et aux réseaux sociaux – insuffisance d'accès de ces jeunes à l'information et aux services de SR/PF
- Insuffisance d'intégration des services de SR/PF/Nutrition
- Résistances de certains milieux scolaires sur les initiatives de promotion de santé sexuelle des jeunes.

### D. Défis en matière de CSC

- La grande partie de la population n'a pas véritablement des informations fiables sur la PF. Les actions menées sont parcellaires et ne couvrent pas toutes les cibles.
- Les rumeurs prédominent, et en général, on a peur que les méthodes soient néfastes pour la santé de la femme. Il existe encore des attitudes pro-natalistes dans la population et il existe une contre-publicité sur la contraception moderne faite par certains
- Insuffisance de compétences des acteurs notamment au niveau communautaire
- Les cadres stigmatisants pour les jeunes

### E. Priorités 2020 et au-delà

- Mobiliser davantage de ressources pour le financement des activités visant le CSC, la mise en œuvre des stratégies de santé communautaires et la rémunération des agents communautaires
- Mieux cibler les pesanteurs socio-culturelles dans les interventions en matière de CSC, et encourager l'implication des hommes dans les activités
- Mettre à l'échelle les bonnes pratiques en matière CSC afin de couvrir toute la population : services intégrés PFPP/NUTRITION/SMNI, délégation des tâches, école des maris, dialogue parents/enfants,
- Etendre les actions des plateformes des leaders religieux pour plus d'impact au sein des populations
- Impliquer davantage des collectivités locales (élus locaux) dans le financement et la promotion de la SR/PF
- Mettre davantage à contribution les journalistes dans la promotion des PFE, dont la PF
- Renforcer la collecte et l'analyse des données pour faire ressortir les évidences en matière de CSC pour mieux orienter les interventions dans ce domaine.
- Intégration de l'ECS dans les curricula de formation (clarification des valeurs plaidoyers, sensibilisation des parents d'élèves)
- Amélioration de la coordination des interventions à travers des cadres multisectoriels aux niveaux national et décentralisé.

## 2.5 Remise des prix du 5<sup>ème</sup> concours d'excellence en production médiatique sur la planification familiale

Dans la soirée du 03 décembre, un dîner a été offert aux participants par le Ministère de la Santé du Bénin. Le temps fort de ce dîner a été la remise des prix aux journalistes lauréats du 5<sup>ème</sup> concours d'excellence en production médiatique sur la planification familiale organisé par le Partenariat de Ouagadougou en collaboration avec Population Council.

Ce concours lancé le 1er août 2019 était ouvert aux journalistes des neuf (9) pays membres du Partenariat de Ouagadougou. Au total 70 productions ont été reçues et ont fait l'objet d'évaluation par le jury international du concours composé de représentants des institutions organisatrices du concours, d'un représentant de la coalition des organisations PF de la société civile sur la planification familiale (COSCPF) de la Mauritanie et de deux journalistes originaires du Burkina Faso et du Sénégal ainsi qu'un représentant d'EtriLabs, partenaire stratégique en communication du PO.

L'objectif général du concours est de stimuler la production journalistique pour accompagner la dynamique mise en marche en informant le public sur les bénéfices de la PF et en responsabilisant les décideurs politiques et les responsables de programmes pour une prise de décision adéquate afin de faire avancer les objectifs des plans nationaux de planification familiale.

Les lauréats du 5e concours sont présentés dans les tableaux qui suivent, selon les catégories concernées.

Catégorie Médiatique	Lauréats premier prix	Nationalité	Oeuvres premier prix
Presse écrite	SAWADOGO Afssetou,	Burkina Faso	Pour son article intitulé "Méthodes contraceptives : dans l'intimité des personnes handicapées" publié dans le journal Sidwaya
Radio	AGBOTA M. Ernest,	Bénin	Pour son magazine intitulé : « De la gestion intelligente du capital naturel par la planification familiale ! », diffusé sur l'ORTB/ Parakou
Blog et presse en ligne	HOUNKPATIN Nafissate Tatiana	Bénin	Pour son article intitulé : « Préservatifs : les 11 excuses bidons des personnes qui refusent d'en mettre » publié sur son blog "ilewa.org"

Tableau 1. Les lauréats des premiers prix de l'édition 2019 du concours d'excellence en production médiatique sur la planification familiale

Catégorie Médiatique	Lauréats deuxième prix	Nationalité	Oeuvres deuxième prix
Presse écrite	HADJIHOU Bergedor	Bénin	Pour son article intitulé : « Droits sexuels et reproductifs : « Les vidomégons en territoire inconnu », publié dans Le Quotidien Fraternité
Radio	Isabelle Otchoumaré	Bénin	Pour son magazine intitulé : « La planification familiale : un moyen pour autonomiser la femme », diffusé sur la CAPP Fm
Blog et presse en ligne	Kindo Noufou	Burkina Faso	Pour son article intitulé : « Zalissa, jeune mariée enceinte pour la 4e fois sans le vouloir », publié dans le journal en ligne Burkina24

Tableau 2. Lauréats des deuxièmes prix de l'édition 2019 du concours d'excellence en production médiatique sur la planification familiale

Le Ministre de la Santé a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des œuvres primées. Il a encouragé les lauréats à garder l'élan de conscientisation des populations pour l'atteinte des objectifs du PO. Madame Fatou Bintou Mbow a déclaré que : « l'UCPO avec l'appui de ses partenaires a contribué à renforcer les capacités régionales en facilitant la mise en place d'un réseau de journalistes compétents pouvant accompagner le mouvement d'accélération pour l'amélioration de la prévalence de la contraception en Afrique de l'Ouest Francophone ».

Le dîner a été marqué également par le plaidoyer des jeunes auprès de l'ensemble des institutions parties prenantes du Partenariat de Ouagadougou. Ainsi, ils ont plaidé pour :

- Un accès amélioré de tous les jeunes, y compris les jeunes en situation de vulnérabilité, aux informations et aux services de la PF ;
- L'accessibilité des méthodes contraceptives ;
- L'amélioration du budget alloué au secteur de la santé tel que stipulé par la déclaration d'Abuja de 2005 ;
- L'amélioration et l'application effective des lois en lien avec la Santé Sexuelle et Reproductive et les Violences Basées sur le Genre
- La gratuité de l'accès aux méthodes contraceptives et des contraceptifs de bonne qualité pour les adolescents et les jeunes.



Figure 8. Le Ministre de la Santé avec les lauréats

## 2.6 Focus sur la jeunesse

Si les réunions annuelles du Partenariat de Ouagadougou ont adopté le principe d'accorder une place prépondérante aux jeunes dans les agendas, la 8ème RAPO aura innové en matière d'implication de ces acteurs clés de la PF. En effet, une journée tout entière a été laissée à la commande des jeunes qui ont organisé et animé les différentes sessions de la deuxième journée.

Les travaux préparatoires de cette journée nommée "Journée jeune" ont démarré avec le soutien du Think Tank Jeunes du PO le lundi 2 décembre où, l'occasion fut donnée aux jeunes (modérateurs et panelistes) de travailler et finaliser leurs sessions respectives. (Pour plus de détails, voir rapport RAPO Youth Day 2019).

L'UCPO se veut le garant de ce Momentum et focus sur l'émergence des jeunes au sein de notre mouvement. Pour genèse, il faut rappeler que lors de la Réunion Annuelle de Cotonou en 2015 les jeunes avaient formulé des recommandations pour une meilleure prise en compte de leurs besoins. A Abidjan, lors de la Réunion Annuelle de 2016 qui a eu comme thème "Promouvoir la contraception, c'est garantir un meilleur avenir pour les jeunes" le Think Tank Jeunes du PO a été créé. Lors de la Réunion Annuelle de 2017, une session parallèle avait été dédiée aux jeunes et le Think Tank Jeunes du PO tandis qu'à Dakar en 2018, ils avaient pu organiser quelques sessions portant sur leurs préoccupations. Au vu de cette évolution, il était donc tout naturel que le PO accorde une place encore plus importante aux jeunes dans cette réunion annuelle 2019 avec une journée entière qui a nécessité une préparation à travers des appels de coordination du Think Tank Jeunes du PO et la journée préparatoire.

La journée des jeunes, le mercredi 4 Décembre, a commencé par une session plénière sur « Les avancées et les défis autour de la création de la demande PF chez les adolescents et jeunes ».

A la suite de la plénière, trois sessions parallèles ont permis aux jeunes d'entretenir les participants, sur : i) les mécanismes et accès aux financements pour les jeunes en matière de SRAJ, (ii) les réseaux sociaux pour atteindre et créer la demande des services SRAJ, (iii) l'engagement significatif des jeunes en faveur de la SRAJ.



Figure 9. Sorofing Traoré du Mali modère une session lors de la 2ème journée de la RAPO

L'UCPO a saisi l'occasion pour présenter sa stratégie jeune qui est une nouvelle stratégie visant la promotion d'un mouvement de jeunes pour la planification familiale dans les pays du partenariat.

Les jeunes aux commandes de l'animation des sessions et plénières.

Les travaux de la deuxième journée se sont terminés par une session plénière sur « L'Éducation à la vie familiale » ou « Éducation complète à la sexualité (ECS) », une approche inclusive à promouvoir afin d'assurer de façon durable l'accès des jeunes aux services de SRAJ et leur pleine utilisation. On retiendra de l'ensemble des sessions les principales recommandations suivantes :

Objectifs principaux	Recommandations
Atteinte de l'objectif de 2,2 millions d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception en 2020	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager et soutenir l'adoption des textes d'application des lois SR dans les pays du partenariat de Ouagadougou qui ne les ont pas encore adoptés</li> <li>Encourager et soutenir la mise en œuvre des pratiques à haut impact en matière de fournitures de services de planification familiale telles que: la PFPP, la distribution à base communautaire, etc.</li> <li>Développer des stratégies alternatives de fourniture de services de PF en faveur des populations déplacées, des migrants et réfugiés dans les pays du PO en contexte de terrorisme et de conflits et crises communautaires</li> <li>Rechercher et mobiliser le financement pour:                         <ul style="list-style-type: none"> <li>mettre à échelle les bonnes pratiques en PF</li> <li>rendre les services gratuits en levant le goulot qui constitue le recouvrement des coûts dans ces prestations rendant les services inaccessibles</li> </ul> </li> </ul>
Création de la demande des services de planification familiale dans les pays du partenariat de Ouagadougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer l'engagement des leaders communautaires et des hommes dans les activités de création de la demande sur la PF;</li> <li>Appuyer le renforcement des capacités des ressources humaines des pays du PO sur le Changement Social et de Comportement sur la PF;</li> <li>Développer des plans intégrés de communication des PANB-PF des pays du PO.</li> <li>La nécessité de tenir compte des jeunes non scolarisés dans l'élaboration, la mise en œuvre, et l'évaluation des programmes</li> <li>Assurer l'inclusion des jeunes à mobilité réduite dans l'élaboration, la mise en œuvre, et le suivi des initiatives</li> </ul>
Création de la demande et services de santé reproductive des adolescents et des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer des stratégies de communication numérique et digitale adaptées aux besoins de CSC des adolescents et des jeunes;</li> <li>Appuyer la capitalisation de l'impact des actions en ligne et en offline en rapport avec les effets des réseaux sociaux sur l'utilisation des services de SRAJ par les Adolescents et les jeunes;</li> <li>Renforcer la capacité des ressources humaines en fourniture de services de SRAJ.</li> </ul>



Figure 10. Panel sur les mécanismes de financement pour les jeunes

## 2.7 Concertations des parties prenantes

La matinée du troisième jour de la réunion a été consacrée à la concertation des différentes parties prenantes pour traiter de questions spécifiques du Partenariat. On peut retenir de ces différentes concertations les principales conclusions suivantes :

### 2.7.1 Concertation des bailleurs de fonds

La rencontre de concertation des bailleurs de fonds du PO avait pour objectif de renforcer la collaboration et identifier de nouvelles pistes de collaboration significative dans la sous-région. C'était également l'occasion pour les bailleurs de discuter et échanger sur la façon dont le PO devrait évoluer au-delà de 2020.

### 2.7.2 Concertation des points focaux pays

La rencontre de concertation des points focaux du PO a porté essentiellement sur la préparation de la réunion ministérielle planifiée pour 2020. L'objectif de cette rencontre était surtout d'échanger sur les points clé à inscrire à l'ordre du jour de la réunion ministérielle et convenir d'une feuille de route pour la préparation de ladite réunion.

Cette rencontre a été co-présidée par les Docteurs Tanoh, Point focal de la Côte d'Ivoire (représentant des pays du PO au sein du Groupe de Référence FP2020), et Frank Robert Zannou Point focal du Bénin (Pays hôte). La réunion a connu la participation de tous les points focaux des pays du PO (gouvernement, bailleurs, société civile et jeunes), des représentants d'autres départements ministériels, des partenaires de mise en œuvre. Les points focaux se sont prononcés sur les points suivants :

### La réunion ministérielle

Au-delà des propositions de lieu et dates pour la réunion ministérielle, les échanges ont été structurés sur la base des cinq orientations clé issues des interviews dans le cadre des réflexions sur l'après-2020 à savoir : i) mettre davantage l'accent sur les jeunes, ii) aborder la PF dans les contextes humanitaires (p. ex., avec les réfugiés), iii) aider les pays relativement moins performants, iv) élargir la vision pour inclure d'autres questions liées à la PF/SR, v) mettre davantage l'accent sur le changement de comportement et les interventions ciblées sur la demande.

Les participants ont trouvé tous ces points importants et prioritaires pour le PO et de ce fait méritent d'être portés à l'attention des ministres lors de la réunion ministérielle. Les discussions ont permis d'apporter les précisions suivantes :

- Engagements des pays : Les participants ont recommandé que les nouveaux engagements (PO&FP2020) soient alignés sur les engagements que les pays viennent de prendre au sommet de Nairobi (CIPD25).
- L'UCPO pourrait faire une synthèse des engagements pris par les pays membres à la CIPD25 ;
- Financement de la PF : mettre davantage l'accent sur les financements domestiques avec des indicateurs de suivi y compris concernant l'application des mesures politiques instituant la gratuité de la PF ;
- Définir une politique commune au sein des Etats membres pour la prise en charge de la PF (gratuité). L'OOAS pourrait être mise à contribution dans cet exercice ;
- Réfléchir sur des mécanismes de financement innovants de la PF. Il y a des ressources dans les pays. Il faut donc les aider à avoir des leviers sûrs de financement ;
- Promouvoir la multisectorialité en mobilisant tous les acteurs. Il s'agit ici d'aller au-delà du seul secteur de la santé pour prendre en compte les autres secteurs ;
- Les jeunes : L'axe Jeunes est transversal et doit être considéré dans les 4 autres points ;
- Mettre l'accent sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, les inégalités de Genre ;
- Prendre en compte le contexte sécuritaire dans la région et développer des stratégies pour atteindre les populations déplacées, les plus défavorisées et les personnes vivant avec un handicap ;

### Feuille de route pour l'organisation de la réunion ministérielle

Le temps imparti n'a pas permis d'examiner le draft de feuille de route pour l'organisation de la réunion ministérielle. Celle-ci sera partagée par l'UCPO avec tous les points focaux pour recueillir leurs amendements en vue de sa finalisation.

### 2.7.3 Concertation OCS sur le CSC

La force du PO réside également dans la mobilisation et le rôle déterminant des OSC dans tous les secteurs de développement et singulièrement dans la PF. Le troisième jour de la Réunion, les représentants des OSC, dans leurs diversités (Coalitions nationales et régionales des OSC, jeunes, élus locaux, partenaires de mise en œuvre, représentants

des collectivités décentralisées et acteurs du secteur privé) se sont également rencontrés pour réfléchir et échanger sur leurs contributions respectives dans le changement social et de comportement en faveur de la PF.

On peut retenir de cette rencontre que la société civile a le droit d'exercer sa mission et de maintenir le plaidoyer pour amener à respecter les engagements des parties prenantes. Une concertation des ONGs évoluant dans le domaine est nécessaire pour une synergie d'actions.

## Panel

La session a commencé avec un panel composé des représentants du secteur privé, Dr Lucien Dossou-Gbete, Directeur Général de la Clinique Louis Pasteur au Bénin et M. Pascal Fafeh, Secrétaire Exécutif de la Plateforme du Secteur Privé de la Santé du Bénin; des collectivités locales, M. Edouard Lambale Maire de la ville d'Oussouye, Sénégal; de la société civile, M. Mamoutou Diabaté, Président de la coalition des OSC-PF régionale; et des jeunes, Mesdames Hawa Ba de la Mauritanie et Maria Laurentin du Niger. Les panélistes ont échangé sur les stratégies efficaces de changement sociale et de comportement ainsi que l'importance de la mobilisation des ressources locales pour la mise en œuvre de ces interventions, y compris des exemples des réussites d'une telle mobilisation des ressources.

## Travaux de groupes

Dans la deuxième partie de la session, les participants se sont divisés en trois groupes pour discuter sur les opportunités d'avancement du changement de comportement social dans les pays du PO, le rôle des différentes parties prenantes dans la mise à l'échelle de ces activités, et les barrières qui peuvent bloquer le progrès dans ce sens. Après des discussions fructueuses, les groupes ont présenté des recommandations suivantes :

- Faire participer les collectivités locales, les communautés, et le secteur privé à toutes les étapes de la prise de décision, dans la priorisation, et dans le suivi des engagements pris pour la PF par rapport à la redevabilité.
- Renforcer les capacités des communes pour aboutir à l'inscription des lignes PF dans les budgets communaux et garantir cela par l'identification des points focaux SR/PF dans chaque ministère sectoriel.
- Renforcer la synergie d'actions entre les acteurs dans la mobilisation des ressources endogènes et la mise en œuvre des activités PF

- Faire le plaidoyer à l'endroit du secteur privé éducatif et affecter des lignes budgétaires pour les activités de génération de la demande

## 2.8 Présentation et discussion sur la communication pour le changement de comportement

La 4e session plénière a été consacrée au « Business case » concernant l'investissement dans le changement social et comportemental pour la planification familiale, au projet SWEDD comme opportunité de financement du CSC, méthodes pouvant être utilisées pour mesurer le CSC au niveau des communautés avec comme exemple, la plateforme PMA, aux échanges sur le développement d'un environnement favorable pour l'adoption des meilleures pratiques chez les adolescents et aux expériences réussies dans la mise en œuvre du projet SWEED (2015-2018). Une visualisation de l'après 2020 a été faite.

Le PMA2020, désormais Performance Monitoring for Action (PMA) a mis en relief sa méthodologie de mesure du CSC à partir de la production de données probantes immédiatement utiles pour l'action.

Deux enquêtes transversales PMA permettraient de connaître l'état de l'utilisation et de la demande de contraceptifs à deux moments dans le temps. La conception du panel PMA révèle l'évolution de l'utilisation et de la demande de contraceptifs chez les femmes. L'approche « panels » permet de dépeindre le changement dans l'état d'utilisation contraceptive et de comprendre les facteurs qui entraînent ce changement.

## 2.9 Les opportunités de financement de la PF: CIFF et DFID

Le partenariat pour la PF se renforce dans la région. De nouveaux partenaires financiers ont été annoncés au cours de la Réunion. Il s'agit de Children's Investment Fund Foundation (CIFF) et l'Aide Britannique au Développement le Department For International Development (DFID-UK). Suzanne Fournier de CIFF et Louise Coskeran de DFID ont présenté les priorités de leurs institutions dans la région du PO ainsi que leurs financements clés. Le nombre croissant de bailleurs de fonds se joignant au PO est une source additionnelle d'information et de partage de stratégies qui non seulement

renforce la synergie autour de l'atteinte de nos objectifs communs, mais permettent également de maintenir le Momentum autour de la PF en Afrique de l'Ouest Francophone au niveau global, régional et national.

## 2.10 Session poster

Les posters sélectionnés et présentés à la 8e RAPO dans le cadre du partage de connaissances ont fait l'objet de notation par les participants en vue de primer les meilleurs.

Trois posters ont retenu l'attention de la majorité des participants ayant pris part au vote de sélection des posters. Il s'agit de : (1) Les leaders religieux et coutumiers engagés pour la promotion de la PF et l'autonomisation économique de la femme, présenté par Guibrina Ouedraogo de l'Union des Religieux et Coutumiers pour la promotion de la Santé et le Développement (Burkina Faso) dans la catégorie « Champion du changement de comportement social », (2) Evidence-Based Advocacy for Youth, by Youth, présenté par Moukailou Ouedraogo de IYAFP (Burkina Faso) dans la catégorie « Excellence en innovations » et (3) L'engagement des hommes dans la santé de leur famille: counseling de couples pour une harmonie familiale dans le district de Kloto au Togo, présenté par Thomas Deglo de Jhpiego dans la catégorie "Champion du changement du comportement sociale. Afin de magnifier la participation des jeunes, ils ont été invités à remettre les prix aux lauréats du concours des posters.

## 2.11 Clôture de la 8<sup>ème</sup> RAPO

La cérémonie de clôture de la 8e RAPO a été présidée par le Ministre de la Santé du Bénin, M. Benjamin HOUNKPATIN accompagné de la Directrice de l'UCPO, du Chief Executive Officer de IntraHealth International, du porte-parole des parlementaires, de l'ambassadrice des Pays-Bas et du représentant des jeunes. Six (06) allocutions ont donc été prononcées par ces personnalités sous la facilitation du Protocole d'Etat (PE) du Ministère des Affaires Etrangères du Bénin :

### 1. Allocution de la Directrice de l'UCPO, Dr Fatoumata HAIDARA

Dans son allocution, la Directrice de l'UCPO a souligné la « nécessité d'améliorer l'implication des jeunes et de faire d'eux les acteurs du changement ». Elle a aussi montré que les jeunes y sont parvenus en se faisant inviter à la réunion de Cotonou avant d'exprimer sa satisfaction quant au déroulement de la 8<sup>ème</sup> RAPO en déclarant que

« cette rencontre sous régionale est une réussite exceptionnelle. Les résultats ont été atteints. Et les jeunes ont pris le leadership du début à la fin. Ils sont prêts à prendre la relève. Notre rôle, c'est de les soutenir » ;

### 2. Allocution du Représentant des jeunes

Cette allocution a été prononcée par monsieur Romaric OUITONA, représentant des jeunes à la RAPO 2019 qui a revendiqué des actions fortes en faveur de la couche juvénile, notamment la gratuité des méthodes contraceptives modernes et l'adoption de décrets d'application des lois sur la SR ;

### 3. Allocution du CEO de IntraHealth International, Pape A. Gaye

Il a salué les avancées enregistrées avant d'insister sur les tâches non achevées. Il est important, a-t-il martelé, d'atteindre un niveau acceptable de progrès dans l'ensemble des pays du PO au regard des taux de fécondité élevés enregistrés qui sont de nature à ralentir les progrès. Pour lui, « la planification familiale est un facteur essentiel pour le développement et il est temps de ne pas avoir peur d'en parler ». « L'Afrique ne va pas se développer si nous ne réussissons pas à faire avancer la planification familiale », a-t-il poursuivi avant de lancer un appel aux pays à « placer la barre très haut » et ne pas attendre que ce soient les bailleurs qui le fassent pour eux. Il est aussi revenu sur le défi de la mobilisation de nouvelles parties prenantes à relever en l'occurrence le secteur privé qu'il faut trouver le moyen d'engager.

### 4. Allocution des partenaires

Cette allocution a été prononcée par la Députée Mme Juliette ZINGAN, représentante de la délégation des parlementaires de l'Union Européenne et d'Afrique francophone. Elle a salué les efforts du PO avant d'exhorter les parties prenantes à donner des réponses concrètes aux promesses faites aux filles et aux femmes en droite ligne de la feuille de route de l'Union Africaine en matière de PF et de SRAJ.

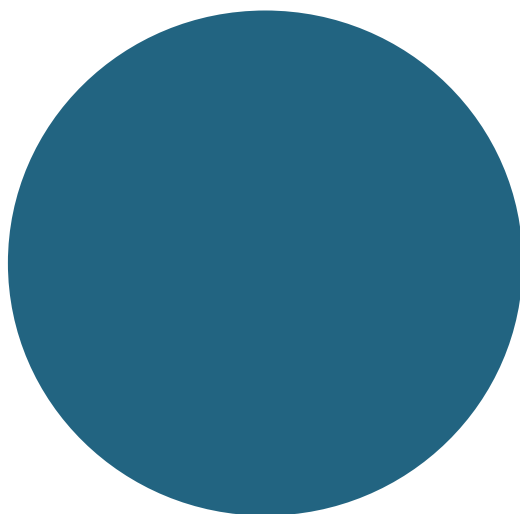
### 5. Allocution de son Excellence Mme Catharina Geetruida Maria Tjoelker-Kleve, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Pays –Bas près le Bénin

Elle a plaidé pour un mouvement inclusif qui fait place et donne place aux jeunes et surtout donne le pouvoir d'autonomie aux femmes ;



## 6. Discours de M. Benjamin HOUNKPATIN, Ministre de la Santé du Bénin

A procédé à la clôture de la 8ème réunion annuelle du PO insistant sur le fait que « le moment est venu d’agir ensemble pour promouvoir la Planification Familiale afin de capturer le Dividende Démographique ».





03

# Feedback et recommandations des participants



La revue des évaluations remplies par les participants a indiqué une satisfaction globale de la réunion annuelle, notamment la qualité et l'utilité des sessions plénières et parallèles. Soixante-six pourcent (66%) des participants ont donné une note globale de 4 sur 5 ou plus lors de l'examen du contenu et des opportunités d'échange, tandis que 80% et 83% des participants ont trouvé les sessions parallèles et les sessions plénières utiles et informatives, respectivement. Cependant, les participants ont noté un taux de satisfaction de 49% pour les concertations des parties prenantes (bailleurs, société civile, et les gouvernements), indiquant que ces sessions n'ont pas permis des échanges en profondeur compte tenu de leur format et durée. Les recommandations des participants se sont organisées autour de deux domaines principaux :

**Concernant les aspects techniques :** Les participants recommandent que le format de sessions soit plus innovant et varié pour permettre des discussions concrètes et en profondeur. En plus, il a été recommandé pour des réunions futures de considérer des sessions sur la PF dans les contextes humanitaires ; les échecs et les facteurs y contribuant ; la collecte et traitement des données de la PF ; et les effets secondaires des produits contraceptifs.

**Sur les aspects logistiques :** Les participants recommandent que les cérémonies d'ouverture et de clôture soient plus courtes et que les sessions plénières soient plus longues afin d'avoir plus d'opportunité pour les échanges et questions de l'audience. De plus, il est recommandé que les participants puissent sélectionner les sessions parallèles auxquelles ils participeront en avance pour permettre une meilleure préparation et une distribution équitable des participants.



# Conclusion

La 8e réunion annuelle du PO tenue à Cotonou du 3 au 5 décembre 2019 a tenu ses promesses. Les progrès sont significatifs au niveau global, régional et dans chacun des 9 pays du Partenariat. Ainsi en fin 2019, le PO a atteint 87% de son objectif de 2020. De l'avis général des participants, la Réunion a été un succès remarquable du fait de la diversité et de la qualité des participants, de la richesse des contenus des sessions, du haut niveau des débats, et de la pertinence des contributions des participants et des panélistes.

Malgré les résultats encourageants enregistrés, les participants sont conscients des nombreux défis qui interpellent les pays en l'occurrence dans les domaines du CSC, la création de la demande, l'accès aux produits et à des services de PF de qualité, et de coordination. Mais le constat est aussi établi que le PO dispose du potentiel requis pour surmonter ces défis et mener à bien sa mission :

- 1 **des gouvernements somme toute engagés ;**
- 2 **une société civile organisée et très dynamique ;**
- 3 **une jeunesse florissante, responsable et très engagée ;**
- 4 **des institutions de recherche de grande renommée ;**
- 5 **des partenaires techniques et financiers toujours disponibles à nous accompagner ;**
- 6 **un secteur privé en pleine expansion;**
- 7 **des populations résilientes.**

Au regard de ce potentiel, le PO devrait pleinement pouvoir dépasser ses objectifs à condition que toutes les parties prenantes travaillent en synergie à tous les niveaux et de façon coordonnée.

# Recommandations

Au terme des échanges, huit recommandations ont été formulées à la 8e RAPO à l'endroit des pays et dont la mise en œuvre nécessitera l'accompagnement de toutes les parties prenantes :

- Redoubler d'efforts de plaidoyer auprès des gouvernements pour l'adoption des décrets d'application des lois sur la SR et créer un environnement favorable à la SR/PF ;
- Développer des stratégies plus incisives de mobilisation des ressources pour le financement des Plans d'action nationaux budgétisés : budgets de l'Etat, contribution du secteur privé, appuis des partenaires financiers ;
- Rendre disponibles les produits contraceptifs dans tous les points de prestation de services : Mettre à l'échelle les meilleures pratiques d'approvisionnement et de distribution des produits.
- Gratuité des services de PF : Poursuivre les politiques de gratuité en cours dans certains pays et de réduction des coûts d'accès aux Produits et Services de PF notamment pour les jeunes et les groupes défavorisés;
- Renforcer l'accès des jeunes (dans leurs diversités) aux services des PF : ECS, Information, Services ; Investir davantage dans la création de la demande, le changement social et de comportement, à la lumière des évidences disponibles ;
- Mettre à l'échelle les pratiques de PF à haut impact telles que le PFPP, auto-DMPA-SC, Délégation des tâches, les campagnes PF, etc.
- Renforcer la coordination des acteurs et des interventions à tous les niveaux (global, régional, national, sub-national) pour une meilleure synergie des interventions – -Travailler avec toutes les parties prenantes - Multisectorialité

# Remerciements

L'UCPO adresse ses sincères remerciements au gouvernement de la République du Bénin pour l'accueil très chaleureux qui a été réservé aux participants et pour toutes les facilités développées pour assurer un séjour agréable et productif à tous les participants de la Réunion.

Elle renouvelle également, au nom des pays et des bailleurs de fonds du PO, sa reconnaissance aux partenaires techniques et financiers qui accompagnent inlassablement le mouvement depuis sa création en 2011.

Elle exprime sa profonde gratitude à toutes les délégations venues des pays du PO et d'ailleurs (représentants des gouvernements, des parlementaires, des Organisations de la Société Civile, des partenaires de mise en œuvre, des jeunes, des leaders religieux, des collectivités locales, des médias et réseaux sociaux et leurs animateurs), pour leurs contributions respectives très appréciées au succès de cette 8e Réunion.

## Annexe

### Synthèse des présentations des pays à la 8e RAPO

Pays	ISF	% jeunes (15-24 ans)	TPCm	BNS PF	Demande satisfaite	% du PANB pour le CSC	Innovations CSC/Jeunes/Services PF
Bénin	5.7	18.8%	11.7	32.3	15.2	28.4	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Semaine de la PF</li> <li>● DBC et mise à l'échelle du DMPA-SC</li> <li>● Utilisation de l'Intelligence artificielle pour la promotion de la SSRAJ (appui de UNFPA)</li> </ul>
Burkina Faso	5.4	67%	30.7	23.3	55	22.5	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Semaine Nationale de la PF</li> <li>● QG Jeunes</li> <li>● Ecoles des maris et futurs époux</li> <li>● Mise à l'échelle du DMPA-SC &amp; Auto-injection</li> </ul>
Côte d'Ivoire	4.7	32% (10-24)	15.5	30.5	39	15	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Consultations foraines</li> <li>● Implication des hommes</li> <li>● ECS</li> </ul>
Guinée	4.8	40%	11	22	32	21.4	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Stratégie de santé communautaire (ASC, RECO, COSAH)</li> <li>● PFPP dans les services de SMN</li> </ul>
Mali	5.8	52%	16.3	24	41	32	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Approche iKolosi</li> <li>● Approche Grin</li> <li>● Campagnes PF</li> </ul>
Mauritanie	4.1	31% (10-24)	17.8%	33.6	31.4	10.6	Journées spéciales d'offre de services de PF en milieu rural
Niger	7.6	33% (10-24)	18.1%	19	52	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Campagne intégrées PF, VBG, Mariage d'enfant, Scolarisation et maintien de la jeune fille à l'école</li> <li>● DMPA-SC dans toute la pyramide sanitaire y compris au niveau communautaire</li> <li>● Leadership universitaire pour le CC</li> </ul>
Sénégal	4.4	19.6	25.4	20.6	53.3	11.6	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Programme Bajenu Gox</li> <li>● Comité de veille et d'alerte (CVAC)</li> <li>● Club des jeunes filles « New deal »</li> <li>● Mise à l'échelle du DMPA-SC &amp; Auto-injection</li> </ul>
Togo	4.8	20.6%	21.4	29.7	39.6	17.23	<ul style="list-style-type: none"> <li>● DIUPP</li> <li>● Modèle « Rapport Entretien Décision Implication » (REDI)</li> <li>● Initiatives des papas champions (CRT), Écoles des maris (ATBEF), Engagement des hommes (Kloto Jhpiego)</li> </ul>



**PLANIFICATION FAMILIALE**

Le Partenariat de Ouagadougou